

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble, le 15/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPIE BATIGNOLLES TP AURA (Ex PL FAVIER)

1530 route d'ARgent
38510 Morestel

Références : 2024-Is074SS
Code AIOT : 0010400486

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement SPIE BATIGNOLLES TP AURA (Ex PL FAVIER) implanté Fontaine froide 38510 Arandon-Passins. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La carrière d'Arandon est exploitée par la société Spie Batignolles TP Aura (anciennement PL FAVIER).

Il s'agit d'une carrière de matériaux fluvio-glaciaires dont les produits sont utilisés pour les chantiers de travaux publics de cette entreprise.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle du service d'inspection des installations classées de l'UD Isère.

La dernière inspection du site a été effectuée le 20 novembre 2019.

Dans un premier temps un examen des différents documents relatifs à l'installation a eu lieu en salle de réunion, suivi d'une visite du site (zone d'exploitation et de remblayage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPIE BATIGNOLLES TP AURA (Ex PL FAVIER)
- Fontaine froide 38510 Arandon-Passins
- Code AIOT : 0010400486
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière d'Arandon est autorisée pour une production maximale de 180 000 t/an sur la zone autorisée par l'AP du 17 janvier 2007 et de 149 000 t/an sur la zone autorisée par l'AP du 21 octobre 2015.

L'ensemble du site est occupé par la zone d'extraction, les stocks de matériaux à recycler, la zone de remblayage, la zone de remplissage des big bags..

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 12	Demande d'action corrective	6 mois
5	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 33.3	Demande d'action corrective	6 mois
6	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 9	Demande d'action corrective	8 mois
7	Prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 21/10/2015, article 10.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 18,1	Sans objet
3	Accès	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 18.3 et 30	Sans objet
4	Extraction	Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 23.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10 avril 2024 de la carrière d'Arandon a permis de relever plusieurs non conformités. L'exploitant devra notamment sous 1 mois équiper son forage d'un compteur d'eau, et d'ici 6 mois refaire une campagne de relevé des niveaux piézométriques calés en m NGF.

Par ailleurs l'exploitant devra d'ici la fin de l'année 2024 présenter au préfet de l'Isère un document de porter à connaissance en vue du regroupement des 2 installations en une seule, qui précisera notamment le nouveau phasage, la production maximale, la production moyenne prévisible et les garanties financières révisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 12
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plans
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • les courbes de niveau, e les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille,...), • les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, • l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes, • les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction et d'apports extérieurs, Les surfaces S1, S2 et 83 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Ce plan et ses annexes est mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et dLI logement — unité territoriale de l'Isère. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : Le plan de l'état des lieux de l'exploitation a été mis à jour le 15 décembre 2023. Y figurent les éléments caractéristiques : zones remblayées par des déchets inertes en 2023, 2024, zones remises en état en 2019 et 2023, stocks de produits criblés, emplacement des installations de traitement, lieu de remplissage des big-bags. Les limites d'exploitation, les clôtures sont précisées. Les cotes de fond de fouille sont indiquées à l'exception de la zone inondée au SW lors du levé topo, la cote du carreau est estimée à 232,90 m NGF. Le plan des phasages S1, S2, S3 mériterait d'être rajouté sur le plan général d'état des lieux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le plan de phasage S1, S2, S3 sera rajouté au plan d'état des lieux de l'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 18,1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents: identité de l'installation, la raison sociale et l'adresse de l'exploitant, la référence de l'autorisation (le numéro et la date du présent arrêté), l'objet des départementaux d'incendie et de secours, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Travaux, les types de déchets admissibles, les jours et heures d'ouverture, la mention (interdiction d'accès à toute personne non autorisée), le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police, et des services
Constats : Tous les éléments requis sont présents, pas d'observation du service de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 18.3 et 30
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. A cet effet, une zone de lavage de roues est mise en place sur le site.
Constats : L'exploitant indique que l'arrosage des pistes est effectué en cas de nécessité. Le suivi des retombées des poussières dans l'environnement n'est pas mis en œuvre, l'exploitant prenant en compte la production autorisée par l'AP du 21 octobre 2015 (149.000 t/an).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 23.1 (modifié par l'article 1 de l'AP rectificatif du 6 mars 2018)
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction
Prescription contrôlée : L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds. L'utilisation des

<p>explosifs est interdite. Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 10 mètres. Leur nombre est limité à 2. Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 232,5 m NGF en limite sud-ouest du site et 236,5 m NGF en limite nord-est. Les extractions doivent être conduites afin de préserver une épaisseur minimale de 1 mètre de matériaux au-dessus de la nappe d'eau souterraine sous-jacente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans la zone inondée au SW la cote de fond de fouille est estimée à 232,90 m NGF, au-dessus de la cote limite de 232,5 m NGF. figurant dans l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant précise que la présence d'eau est dû aux pluies importantes des derniers jours (ruissellement) et que ce n'est pas une remontée de nappe.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Qualité des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 33.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant surveillera au moyen d'au moins cinq piézomètres (voir plan annexe) l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Ces piézomètres seront implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site. Sur chacun des piézomètres sont réalisées une fois par mois une mesure du niveau piézométrique, deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux) les mesures ou analyses des paramètres suivants : température, conductivité, pH, MEST, DCO, D305, hydrocarbures totaux, métaux lourds (Fe, Mn, Al, Cu, Pb, Cr, Zn, As). Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 5 piézomètres du site sont régulièrement contrôlés : les niveaux sont relevés 1 fois par mois en interne, les analyses des eaux de nappe sont effectuées 2 fois par an par une entreprise extérieure (Savoie Labo) qui contrôle aussi les rejets au niveau du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Aucune anomalie n'est relevée pour les analyses 2021, 2022, 2023.</p> <p>L'exploitant indique que le PZ2 est à sec.</p> <p>Le tableau de cote des niveaux piézométriques est difficilement lisible et interprétable, et présente des incohérences.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les cotes en m NGF de tête des piézomètres et leur numérotation seront vérifiées, une nouvelle campagne de mesure des niveaux piézométriques des piézomètres P5 et P6 sera effectuée, en m NGF. Les résultats seront communiqués au service de contrôle.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2015, article 9
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, de l'installation de traitement des matériaux, allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté ou susceptible de porter atteinte à l'environnement, doit être porté préalablement à la connaissance de Monsieur le préfet de l'Isère.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de la société Spie Batignolles TP Aura à Arandon est constitué initialement par deux installations réglementées par les arrêtés du 17 janvier 2007 et du 21 octobre 2015. Chacun des deux sites a été autorisé avec une production spécifique.</p> <p>Aujourd'hui les deux sites n'en forment plus qu'un seul et la production totale reste largement inférieure au cumul des deux productions initialement autorisées.</p> <p>Les deux arrêtés prescrivent des garanties financières différentes dans la mesure où elles correspondent au phasage identifié par chaque AP.</p> <p>Ces deux arrêtés prescrivent également des contrôles sur les eaux souterraines différents.</p> <p>La réalité du site montre qu'il n'y a qu'une seule et même carrière, il est donc nécessaire de regrouper les deux autorisations en une seule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant adressera un dossier de porter à connaissance au préfet de l'Isère afin de présenter un nouveau schéma d'exploitation sur l'ensemble du site de la carrière d'Arandon dont le phasage correspond à la réalité du terrain. Il présentera un nouveau calcul de garanties financières, mises à jour.</p> <p>Ce phasage sera étudié pour tenir compte de l'échéance du 21 octobre 2030.</p> <p>La production envisagée sera précisée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 8 mois

N° 7 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2015, article 10.2.2
Thème(s) : Autre, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée :

L'installation de prélèvement d'eau doit être munie d'un dispositif de mesure totalisateur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un tableau de suivi des prélèvements d'eau et un plan de sobriété hydrique avec des valeurs estimées approximatives.</p> <p>Il est relevé que le forage présent dans la carrière pouvant servir à l'arrosage des pistes et aux remplissages d'appoint dans le bassin d'eaux claires n'est pas équipé de compteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant équipera sous 1 mois le forage d'un compteur d'eau.</p> <p>Les valeurs relevées alimenteront le tableau de suivi des prélèvements d'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois